

LES MAGISTRATS OBTIENNENT GAIN DE CAUSE

Belaïz limoge l'inspecteur général du ministère

Le ministre de la Justice a mis fin, dimanche, aux fonctions de l'inspecteur général de son département. La décision de Taïeb Belaïz fait suite à une forte pression exercée par les magistrats.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les magistrats ont fini par avoir le dernier mot dans le bras de fer qui les oppose à Ali Badaoui, l'inspecteur général du ministère de la Justice. Ce haut responsable, longtemps considéré comme l'un des hommes forts de ce secteur, a été limogé dimanche par Taïeb Belaïz. «L'inspecteur général s'est vu signifier officiellement sa mise de fin de fonction. Cette décision fait suite à une enquête interne menée auprès d'un groupe de magistrats. Les investigations ont confirmé que des magistrats ont été victimes de dépassements verbaux», explique une source proche du ministère de la Justice.

Notre interlocuteur tient toutefois à préciser que l'inspecteur général «n'a jamais interféré dans l'action des magistrats». Ce conflit a réellement éclaté au début du mois de février lorsqu'une lettre initiée par un collectif

dit «des magistrats libres des cours et des tribunaux» a été rendue publique.

«Le harcèlement dont font l'objet les magistrats, juges et procureurs de la part de ce fonctionnaire doit être porté à la connaissance de l'opinion publique, de Monsieur le Président de la République, de toutes les composantes politiques du pays, des élus du peuple et des défenseurs des droits de l'homme. Ce fonctionnaire, qui s'est érigé en censeur de toutes les activités judiciaires, monopolise depuis deux années les attributions de tous les autres départements de la chancellerie et celles des chefs de juridiction. Techniquement, il pilote le ministère, par des instructions, à caractère dictatorial, qu'il assène aux chefs de cour, verbalement et par téléphone dans la majorité des cas, parce qu'il sait qu'elles sont illégales, et par des menaces à l'intention

des magistrats, dans le but de n'obéir qu'à ses ordres et directives dans toutes les affaires, même s'il faut bafouer la loi», peut-on lire dans cette lettre.

Témoignages accablants
Pour obtenir le départ de Ali Badaoui, les magistrats menacent de tenir un sit-in le 19 février devant le siège du ministère de la Justice à El-Biar. En ces temps de contestation généralisée, une manifestation de magistrats aurait été inconcevable pour les pouvoirs publics. La situation est telle que le ministre se trouve dans l'obligation de gérer cette crise avec les membres du bureau du très officiel Syndicat national des magistrats.

Taïeb Belaïz décide d'ouvrir une enquête interne auprès d'un panel de douze magistrats. Le ministre mène personnellement les auditions. Selon une source au fait du dossier, les faits rapportés seraient acca-

blants. «La première audition concernait quatre magistrats exerçant à la cour de Sidi-Bel-Abbès. Ils ont raconté dans le détail les insultes proférées par l'inspecteur général. Ali Badaoui leur aurait déclaré que tous les magistrats des juridictions de cette cour sont des corrompus. Une semaine plus tard, le ministre a reçu deux magistrates. Leurs témoignages sont d'une gravité extrême. Ce sont les faits qu'elles ont rapportés qui auraient précipité le limogeage de l'inspecteur général du ministère de la Justice».

Le cas Haboul
Notre source précise qu'au cours de ces dernières années, plusieurs plaintes administratives contre l'inspecteur général ont été introduites par de nombreux magistrats. Toutes ont été classées sans suite. C'est le cas notamment du magistrat Abdallah Haboul qui mène une véritable guerre contre

l'appareil judiciaire et l'administration. Membre de la section syndicale SNM dans la wilaya de Constantine, il est muté en qualité de procureur de la République dans la wilaya d'El-Bordj, suite à la crise qui a secoué cette organisation en 2004. Quelques mois plus tard, il fait l'objet d'une suspension pour retard à une audience et absence à deux cours d'informatique. Mais lors de son passage devant la commission de discipline du Conseil supérieur de la magistrature, Haboul est pris à partie par Ali Badaoui qui l'accuse d'être «un magistrat indigne». Des propos que réprouveront sur-le-champ tous les membres du CSM. Le magistrat Haboul décide d'introduire une plainte administrative officielle pour insulte. Elle reste sans suite malgré un rappel. Il finit par introduire une plainte pénale pour outrage et insulte contre Ali Badaoui devant le procureur de la République du tribunal de Bir-Mourad-

Raïs. Il semblerait que cette plainte ait mystérieusement disparu. Nouvelle procédure en décembre 2008.

Haboul introduit une plainte avec constitution de partie civile devant le doyen des juges d'instruction du tribunal de Bir-Mourad-Raïs pour les mêmes faits. Le doyen des juges d'instruction se déclare incompétent à travers une ordonnance. Abdallah Haboul interjette appel de l'ordonnance devant la cour d'Alger. Mais cette dernière confirme l'incompétence. Décidé à mener son combat jusqu'au bout, Haboul se pourvoit en cassation devant la chambre criminelle de la Cour suprême. Il gagne une importante bataille contre Ali Badaoui et l'ensemble du système judiciaire puisqu'une audience publique est programmée pour ce jeudi. La chambre criminelle de la Cour suprême aura donc à statuer sur la suite à donner à cette affaire.

T. H.

LA PROTESTA ATTEINT LE PALAIS D'EL-MOURADIA
Débrayage des employés de la présidence

Les employés de la présidence ont observé, hier et avant-hier, un mouvement de protestation à l'intérieur du palais d'El-Mouradia.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Reconduit par un geste si symbolique — aucun parmi les employés des corps communs de la présidence n'a mis de cravate alors obligatoire suivant le style vestimentaire exigé pour ces derniers —, ce mouvement de protestation du «petit personnel» comme les appellent avec dédain les hauts fonctionnaires du Palais d'El-Mouradia, a entamé hier son deuxième jour. Les employés de bureaux et autres agents d'entretien et factotums de la présidence de la

République ont, en effet, observé un sit-in avant-hier à l'intérieur même du palais d'El-Mouradia (ex-Golf). Summum du mépris et illustration parfaite de l'autisme de l'Etat vis-à-vis de ses administrés : leur manifestation n'a pas trouvé un écho du côté du bureau d'Abdelaziz Bouteflika. Et, ils ont fait de même hier en se rassemblant encore une fois, plutôt à portée de l'œil du président. Leurs revendications se résument en tout cas en l'«amélioration des conditions socioprofessionnelles», simplement par une «augmentation salariale» et aussi, une «part dans les programmes de logement». En se taisant dans leurs costards, les employés de la

présidence donnaient l'impression que la proximité avec le centre même de décision leur garantit un statut qui les prémunirait du besoin. Or, ce sont les chauffeurs, ayant manifesté la semaine dernière à Dar-El-Beida où ils se sont également rassemblés au sein du parc de voitures de la présidence, qui ont donné le la à un mouvement qui fut vite relayé par d'autres corps de métiers de la plus haute institution dans la hiérarchie administrative. Un fait relevant jusqu'ici de l'inédit. Bouteflika serait-il sensible à la détresse de cette catégorie, la plus proche de lui parmi le «petit peuple» ?

L. H.

COORDINATION NATIONALE POUR LE CHANGEMENT
ET LA DÉMOCRATIE (CNCD)

Appel à marcher à Alger et ailleurs le 19 mars

La Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) ne désarme pas. Lors de sa désormais traditionnelle réunion d'après-marche, elle a retenu de faire du samedi 19 mars une journée de protestation massive et partout sur le territoire national.

Sofiane Aït-Ifflis - Alger (Le Soir) - Outre réitérer son appel à une marche pacifique au niveau de la capitale, de la place du 1^{er} Mai à la place des Martyrs, la Coordination a en effet appelé l'ensemble des Algériens à organiser des marches au niveau des différentes wilayas.

«La CNCD appelle l'ensemble des Algériennes et des Algériens à organiser des marches le 19 mars 2011 dans les wilayas et dans l'émigration, chacun selon ses possibilités, pour la libération de notre peuple», a noté dans son appel la CNCD, ajoutant que «le 19 mars 1962, le peuple algérien a récupéré son territoire après un combat héroïque.

Il aspirait à vivre dans la paix, la dignité et la liberté». La Coordination a également retenu le principe de l'organisation d'un méga-meeting, non pas le 26 mars prochain comme suggéré lors d'une précédente réunion mais début avril. Elle a aussi décidé de se doter d'une charte, laquelle, une fois finalisée, sera soumise à l'approbation des membres ainsi qu'à tous ceux qui viendraient à intégrer la Coordination.

La charte en question sera à la fois un texte explicatif de ce à quoi renvoie le terme changement dans l'entendement de la Coordination ainsi qu'une base principielle d'engagement. Cela dit, la Coordination a fourni, dès dimanche, quelques élé-

ments expliquant sa démarche et la dynamique sur laquelle elle s'est engagée. «La Coordination nationale pour le changement et la démocratie s'est constituée pour parvenir à une transition démocratique libérant le peuple algérien d'un système politique archaïque, violent et corrompu qui a détourné à son profit la guerre de Libération.

Dans un climat national, régional et international marqué par l'accélération de l'Histoire en faveur de l'élimination des dictatures, la Coordination a maintenu une présence politique et une mobilisation citoyenne pendant un mois et demi dans la capitale malgré un exceptionnel déploiement des forces de sécurité qui impose chaque samedi à Alger un véritable état de siège.

Au lieu de répondre aux revendications légitimes du peuple algérien, le pouvoir, refusant de voir la réalité de

son bilan et les exigences mondiales, manœuvre pour gagner du temps ; espérant diviser et user les Algériens en vue de tenter, encore une fois, de pérenniser le système», écrit-elle dans son appel, relevant, au passage, que «l'annonce factice de la levée de l'état d'urgence, aussitôt reniée, trouve son prolongement dans des promesses démagogiques faites à toutes les catégories sociales en lutte qui ne connaîtront aucune concrétisation.»

La Coordination a, par ailleurs, considérée que «les marches d'Alger et de l'intérieur, même réprimées et empêchées, sont un défi politique lancé au pouvoir et une ouverture pour la poursuite des luttes démocratiques qui doivent enfin donner une suite digne et fidèle aux sacrifices consentis par le peuple algérien pour sa libération du colonialisme».

S. A. I.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DES MAGISTRATS
«Il ne faut pas que cela se reproduise»

Contacté, hier, le secrétaire général du Syndicat des magistrats s'est dit satisfait de la décision prise par le ministre de la Justice à l'encontre de l'inspecteur général, Ali Badaoui. «Il ne faut surtout pas que de telles actes se reproduisent», a précisé Djamel Aïdouni.

T. H.

Merouche remplace Badaoui

Noureddine Merouche a été chargé d'assurer l'intérim à l'inspection générale du ministère de la Justice suite au limogeage de Ali Badaoui, apprend-on de sources sûres. Noureddine Merouche exerçait en qualité de magistrat à la Cour suprême.

T. H.

DE LA PLACE DES MARTYRS
VERS LE MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

Les enfants
de moudjahidine
marcheront le 19 mars

La Coordination nationale des enfants de moudjahidine (Cnem) s'engage, à son tour, dans la protestation de rue. L'organisation présidée par Layachi Abdelwahib appelle, en effet, à marcher de la place des Martyrs vers le ministère de l'Intérieur. La décision a été prise lors de la réunion du bureau politique de la coordination le 10 mars dernier. Entre autres revendications exprimées par la coordination, le changement pacifique du système politique. En cela, elle rejoint la Coordination nationale pour le changement et la démocratie qui, elle aussi, a maintenu de marcher à Alger et ailleurs le samedi 19 mars, quoique sur un autre itinéraire. La Coordination des enfants de moudjahidine, qui réclame aussi un agrément, a dénoncé l'entrave faite aux libertés publiques. Aussi s'est-elle déclarée solidaire des partis qui attendent de se voir délivrer les agréments nécessaires à l'exercice légal de l'activité politique. La coordination a rappelé aussi que les enfants de moudjahidine étaient les premiers à porter les armes contre le terrorisme durant la décennie noire.

S. A. I.